



Syndicat
des producteurs de lait
de la région St-Jean/Valleyfield

*Mémoire déposé dans le cadre de la
Commission sur l'avenir de l'agriculture et de
l'agroalimentaire québécois*

Présenté par

M. Maurice Montcalm, producteur laitier et président du Syndicat

Mardi le 17 avril 2007

Hôtel Plaza Valleyfield
40, avenue du Centenaire
Salaberry-de-Valleyfield
Salle Gault B-C-D

Le Syndicat des producteurs de lait de Saint-Jean/Valleyfield

Le Syndicat des producteurs de lait de la région de St-Jean/Valleyfield compte 526 fermes laitières établies sur son territoire. Ces 526 fermes livrent 7.5 % de la production laitière québécoise.

Le territoire du Syndicat englobe l'ensemble du territoire de la Montérégie Ouest, de même que quelques municipalités de la Montérégie Est. Le territoire s'étend de l'ouest de la rivière Richelieu et au sud de l'île de Montréal, jusqu'aux confins du territoire québécois par ses frontières avec l'Ontario et les États-Unis. Une vingtaine de producteurs laitiers détenteurs de quota du Québec, mais dont la ferme est située en Ontario sont également représentés par le Syndicat.

Réflexion sur la situation actuelle et l'avenir de la production

Dans le cadre des tournées d'information et de consultation de l'hiver 2007, les producteurs laitiers de Saint-Jean/Valleyfield et leurs confrères de partout en province ont participé à un exercice de planification stratégique.

L'objectif consistait, dans un premier temps, à évaluer la situation du secteur laitier aujourd'hui, tant sur le plan de la gestion de la ferme que celui de la mise en marché du lait et des produits laitiers. En second lieu, les producteurs devaient également réfléchir sur leur avenir et se donner une vision pour assurer le développement du secteur laitier à long terme.

Nous vous présentons aujourd'hui le résultat de cette réflexion.

1. À la question « Comment évaluez-vous globalement la situation actuelle du secteur laitier, au niveau de la ferme et de la mise en marché? », les producteurs de la région de Saint-Jean/Valleyfield ont identifié les forces et les faiblesses du secteur.

Les forces

Le secteur laitier, grâce à ses organisations démocratiques (FPLQ, UPA, etc.), profite d'une mise en marché collective du lait, ce qui procure aux producteurs un revenu stable. De plus, le système de mise en marché permet aux producteurs de vivre de leur production et de demeurer propriétaires-exploitants de leur entreprise à dimensions humaines.

La possibilité de préserver le caractère familial des fermes laitières et une taille d'entreprise propre aux ambitions de chacun favorise une image et une perception positive de la part du public. En effet, les producteurs estiment que ces facteurs permettent de gagner et maintenir la confiance des consommateurs envers les producteurs, d'une part, et, d'autre part, envers les produits laitiers vendus sur le marché.

La relève est également identifiée comme une force du secteur, notamment parce qu'elle est motivée et mieux formée.

Les faiblesses

L'incertitude créée autant par les menaces extérieures (négociations à l'OMC, importations d'ingrédients laitiers) que par le manque de volonté des gouvernements à préserver notre marché est jugée comme étant une grande faiblesse du secteur laitier. De plus, bien que jugée bonne en général, la perception que les consommateurs/citoyens ont des producteurs est parfois négative, notamment en matière de développement durable et de protection de l'environnement.

De plus, le haut niveau d'endettement des entreprises laitières, la faiblesse des revenus générés par rapport aux investissements requis, de même que la stagnation, voire la décroissance du marché préoccupent aussi les producteurs.

Malgré la motivation, tous ces facteurs rendent difficile le transfert des entreprises laitières à la relève. La disponibilité et les qualifications de la main-d'œuvre sont aussi identifiées comme des faiblesses au sein du secteur.

Enfin, la concentration et la puissance des entreprises de transformation rend de plus en plus difficile le maintien du rapport de force entre les producteurs et les transformateurs.

À la question « Que pensez-vous du nombre de fermes laitières et de leur taille? »

Les producteurs ont répondu, en général, que le nombre de fermes laitières est adéquat et que les fermes sont bien réparties sur le territoire.

On considère que la taille de la ferme est en fonction des ambitions propres à chacun, l'important demeure la rentabilité.

Le fait d'avoir des fermes de petite taille est cependant vu par certains comme un frein: accessibilité à la main-d'œuvre, financement, etc.

À la question « Comment évaluez-vous la situation financière des fermes laitières? »

L'endettement élevé a constitué la majeure partie des réponses formulées. Les causes de l'endettement sont la surcapitalisation (machinerie et quota) et l'accès facile au crédit.

L'endettement est aussi jugé trop élevé si on considère les risques inhérents à l'attitude politique envers la gestion de l'offre et aux pressions extérieures.

D'autres ont précisé que la situation financière des fermes laitières est, malgré l'endettement élevé, meilleure que dans d'autres secteurs de production et ce, même si la perte de certains marchés (bovins de réforme, vente d'animaux à haute valeur génétique, etc.) a fait mal aux producteurs.

À la question « Comment évaluez-vous la qualité de vie des producteurs? »

Malgré la charge de travail élevée et l'écart constaté avec le reste de la société, la qualité de vie des producteurs laitiers, bien que certains la jugent stressante, s'est beaucoup améliorée,

notamment grâce à la mécanisation des entreprises. De plus, les fermes de groupes favorisent la liberté d'action et réduisent la dépendance envers la main-d'œuvre extérieure.

Le fait d'être son propre patron et de travailler à proximité de la famille sont considérés comme des avantages.

Bref, la qualité de vie est celle que l'on veut bien se donner.

À la question « Quelle est la situation au niveau de la relève? De la main-d'œuvre? »

En ce qui concerne la relève, on établit clairement que le transfert est difficile. Les entreprises ne se transfèrent pas à la valeur marchande et le démarrage de nouvelles entreprises est pratiquement impossible en raison des coûts trop élevés par rapport au revenu généré.

La relève est cependant mieux formée et certains ont rappelé l'importance d'accorder une véritable place à la relève dans l'entreprise (participation aux travaux et aux décisions, place aux initiatives, etc.)

Pour la main-d'œuvre, la problématique est claire: manque de main-d'œuvre qualifiée, disponible et motivée.

À la question « Quelle est selon vous leur performance au niveau environnemental? Au plan de la santé animale? De la qualité du lait? »

Sur le plan environnemental, les avis sont unanimes: les efforts des producteurs laitiers en matière de gestion environnementale ont porté fruits et, bien qu'il y ait toujours place à l'amélioration, les producteurs ont besoin d'un temps de répit.

En matière de santé animale et de qualité du lait, bien que certains producteurs estiment que la production par vache est trop poussée, d'autres pensent que les producteurs prennent un plus grand soin de leurs animaux que ce qui se pratique dans d'autres types d'industrie puisque leurs animaux sont à la base de leur gagne-pain.

De plus, en ce qui concerne la qualité du lait, il a été défini que les producteurs ont besoin de spécialistes neutres puisque les concessionnaires d'équipements ne sont souvent pas assez formés et que leur conseil est toujours lié à la vente d'un produit.

Pour la santé animale, on estime que la nouvelle génération des vétérinaires est plus ouverte à former davantage les producteurs.

À la question « Quel est l'état de nos relations avec les citoyens (ruraux et urbains)? »

En grande majorité, on juge que les relations sont correctes et que les producteurs agricoles font de « bons voisins ». Cependant, les producteurs affirment que:

- les consommateurs comparent et lient, à tort, la valeur des entreprises avec l'état des revenus;

- les opinions des citoyens dépendent de leurs connaissances et leurs opinions sur le prix du lait versus le prix du quota;
- les relations sont parfois plus difficiles avec les « ex » producteurs qu'avec les citoyens ruraux ou urbains;
- malgré le respect des normes et la conformité à la réglementation en place des producteurs, les citoyens tentent de les prendre en défaut, ce qui mine le moral des producteurs;
- les citoyens ont trop tendance à penser que le milieu rural est bucolique alors que c'est essentiellement un milieu de travail pour les producteurs;
- certains citoyens/consommateurs sont indifférents à la situation financière des fermes, ne sont pas conscients que les producteurs mettent à leur disposition des produits de qualité disponibles en tout temps alors que d'autres citoyens sont reconnaissants, ils savent d'où provient la nourriture;
- les médias véhiculent trop souvent une mauvaise image sur les réalités de la production.

Les producteurs sont toutefois les mieux placés pour présenter et défendre leur profession.

À la question « Que pensez-vous de l'évolution du marché et de la demande des consommateurs ? Produits de masse vs produits de créneaux (bios, terroirs, artisanaux, etc.)? »

Les consommateurs sont à la recherche de nouveaux produits, sont plus avertis et méritent d'avoir accès à des produits canadiens. On s'interroge toutefois sur leur volonté de payer les produits laitiers à leur juste valeur. On juge aussi qu'en tant que producteur, on est très loin du consommateur, on le connaît mal et il nous connaît mal également.

En ce qui concerne les marchés de niche, certains sont d'avis que c'est rentable pour le premier qui l'occupe. Si d'autres se lancent sur le même marché, ce n'est plus un marché de niche et la plus-value est perdue.

À la question « La concentration de la transformation est-elle une préoccupation pour vous? La transformation en région et la coopération sont-elles importantes? »

Oui, la concentration qui sévit dans le secteur de la transformation inquiète les producteurs car la mondialisation accentue le phénomène de la concentration des entreprises, et le secteur laitier n'y échappe pas.

De plus, la concentration des entreprises est vue comme un danger en cas de grève puisque les producteurs et les approvisionnements sont affectés, les coûts de transport étant assumés par les producteurs.

En ce qui concerne la coopération, c'est un outil de plus pour la mise en marché du lait, à condition de maintenir le pouvoir décisionnel entre les mains des membres.

À la question « Doit-on favoriser les entreprises artisanales et les producteurs/transformateurs? »

Oui, car les consommateurs cherchent de plus en plus à établir un contact direct avec le producteur.

À la question « Que pensez-vous du travail de votre organisation, de la mise en marché collective, de la gestion de l'offre? »

La gestion de l'offre est le meilleur système pour préserver la propriété des fermes entre les mains des producteurs-exploitants et le travail de l'organisation est défini comme bon. Beaucoup d'information est transmise aux producteurs mais il demeure essentiel de maintenir le rôle démocratique des producteurs au sein de leur organisation.

À la question « Comment évaluez-vous le soutien de l'État? »

Le soutien de l'État est nécessaire pour assurer le maintien du système de gestion de l'offre mais, force est de constater que le soutien actuel est inquiétant. On déplore le manque de leadership du gouvernement fédéral, notamment dans les négociations à l'OMC et au niveau de la protection adéquate de la frontière canadienne contre les importations d'ingrédients laitiers.

Les gouvernements, trop axés sur la mondialisation, manquent d'intérêt pour le secteur agricole, ce n'est pas une priorité ni sociale, ni économique.

Malgré tous les avantages que procure la gestion de l'offre, les producteurs laitiers s'inquiètent pour son avenir ainsi que celle de la production laitière québécoise et canadienne. En effet, le système de gestion de l'offre repose sur un principe fondamental : le contrôle des importations à la frontière canadienne. Ce contrôle relève du gouvernement canadien. Celui-ci doit s'assurer qu'une quantité prévisible de produits étrangers (lait, fromage, yogourt, etc.) pénètre sur le marché canadien afin que les producteurs puissent planifier leur production pour répondre à la demande canadienne.

Au cours des dernières années cependant, les frontières canadiennes sont devenues de plus en plus perméables aux importations de produits laitiers étrangers. En effet, les transformateurs laitiers ont de plus en plus recours à des ingrédients laitiers conçus pour contourner les contrôles et importés à prix de dumping pour remplacer le lait canadien dans les produits fabriqués.

Les producteurs laitiers souhaitent sensibiliser les gouvernements québécois et canadien à la nécessité de mieux contrôler la frontière canadienne afin d'assurer la pérennité d'un système de gestion de l'offre et d'un secteur laitier fort et viable pour les producteurs.

À la question « Comment voyez-vous l'évolution de la mise en marché à l'échelle canadienne : les ententes de mise en commun des revenus et des marchés avec les autres provinces? »

Le regroupement des provinces est un avantage mais il est difficile de franchir le fossé des « deux solitudes ». L'unification est essentielle, surtout pour avoir un meilleur rapport de force par rapport aux transformateurs.

**2. Idéalement, où voulez-vous que le secteur laitier québécois soit rendu dans 10 ans ?
Au niveau de la ferme? De la mise en marché?**

À la question « Quel devrait être le nombre de fermes laitières et leur taille? »

Les producteurs prévoient une réduction du nombre de ferme et, par conséquent, une augmentation de la taille de chacune. Cependant, la taille de l'entreprise dépendra du nombre de familles/exploitants qui dirigera et travaillera au sein de l'entreprise.

Il demeure donc primordial de conserver et valoriser davantage le caractère familial et humain des fermes laitières. Ce modèle fera en sorte que les producteurs continueront d'être les principaux metteurs en scène et acteurs au sein de leur entreprise. La Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire (CAAQ) devrait, à cet égard, constituer une opportunité pour définir le modèle de ferme socialement acceptable et financièrement rentable.

Une juste répartition des entreprises de toute taille sur le territoire est également souhaitée car cela alimente l'économie locale et régionale.

À la question « Où devrait-on se situer au plan de la gestion, de la formation, de la productivité? Devrait-on privilégier la spécialisation des tâches, le forfait, le partage de machinerie? »

Cette question relève du choix personnel des producteurs et il sera fondamental que les fermes laitières répondent aux aspirations de leurs propriétaires. Ceci dit, le recours à la technologie et la formation des gestionnaires, de même que celle de la main-d'œuvre, sont et seront des éléments clés de l'efficacité des entreprises.

Le travail à forfait sera à privilégier si la qualité du travail est bonne et cette qualité sera en fonction des coûts d'opération. La mise sur pied de regroupements d'employeurs pour l'embauche de main-d'œuvre qualifiée serait également un outil à développer.

À la question « Comment devrait-on se situer au niveau de l'endettement? »

Nonobstant le fait que le niveau d'endettement devrait idéalement être le plus faible possible ou, du moins, être comparable à ceux des autres secteurs d'activités, les producteurs jugent qu'il doit se situer à un niveau gérable. Ce niveau relève de la capacité de remboursement de chacun et de l'attitude adoptée face aux risques. De plus, l'endettement qui génère des revenus est vu comme positif.

À la question « Quelle serait la situation souhaitable au plan de la main-d'œuvre et de la relève? »

En grande majorité, les producteurs souhaitent des mesures et des politiques, notamment sur le plan fiscal, qui rendent plus intéressant le transfert à la relève que le démantèlement des entreprises.

Sur le plan de la main-d'œuvre, on la souhaite qualifiée, motivée et bien payée. De plus, l'expérience et les habiletés développées lors d'un emploi sur une ferme devraient être plus valorisées pour le travailleur.

Dans un scénario plus pessimiste, on prévoit une pénurie de relève et de main-d'œuvre. Pour la relève, cela pourrait signifier l'occupation d'un emploi à l'extérieur de la ferme et, pour la main-d'œuvre, le recours aux travailleurs étrangers.

À la question « Où devrait-on être au niveau environnemental, au plan de la santé animale, de la qualité du lait? »

La valorisation des pratiques favorisant une agriculture durable se poursuivra. Il faudra toutefois mettre plus en valeur les efforts faits par les producteurs pour protéger l'environnement et les ressources naturelles. En ce sens, il faudra informer davantage les médias sur les efforts faits par les producteurs et encourager ceux qui véhiculent une bonne image du secteur laitier.

De plus, les producteurs s'attendent, sur le plan environnemental, à la conclusion d'un contrat social car l'environnement c'est l'affaire de toute la société, pas seulement la responsabilité des producteurs. Ce contrat devra inclure le maintien des aides pour la mise en conformité selon les normes établies.

Certains estiment qu'il faut, en parallèle, pénaliser plus sévèrement les producteurs hors normes car ils nuisent à l'image de tous les autres.

Sur le plan de la santé animale et de la qualité du lait, il y aura toujours place à l'amélioration. Cependant, comme les consommateurs cherchent à en savoir plus et à s'assurer que nos pratiques sont respectueuses de l'animal, il faudra être plus transparents sur nos façons de faire et nos obligations ainsi que mieux en informer les citoyens et les consommateurs.

Ces derniers devront convenir que les efforts quotidiens des producteurs pour la protection de l'environnement, la santé animale et la qualité du lait méritent une juste rémunération.

Toujours en matière de santé animale et de qualité du lait, on a fait beaucoup pour acquérir certains outils : Valacta, CIAQ, etc. Il faut continuer cette maîtrise des organismes de services, par exemple, le CDMV.

À la question « Quel devrait être l'état de nos relations avec les citoyens (ruraux et citadins)? »

En clair, il faut se rapprocher des citoyens, autant ruraux que citadins, les informer sur les coûts de production du lait et les revenus générés à la ferme, les heures de travail nécessaires à la production d'un litre de lait et les pratiques agricoles en général, les soins aux animaux, etc., dans le cadre d'activités d'éducation comme les journées portes ouvertes ou directement en classe.

À la question « Comment devrait-on être positionné pour avoir le soutien de nos consommateurs? Devrait-on miser sur les produits de créneaux (bios, terroirs, artisanaux, etc.)? Faudra-t-il avoir délaissé les produits de masse? »

Il y a place à la fois pour les produits conventionnels, les produits biologiques et les produits de créneaux. Les marchés de masse ne peuvent toutefois pas être délaissés.

Le soutien des consommateurs sera accentué si on prend le temps de leur parler, de les informer sur les réalités et pratiques agricoles de même que sur l'origine des produits, les normes de qualité que doivent respecter les produits laitiers canadiens et tout en établissant des comparaisons avec les normes et les standards de qualité appliqués dans les pays d'où viennent les importations.

En ce sens, nous devons mieux identifier les produits 100% canadiens et viser la mise en marché de nos propres produits.

Enfin, il faudra être plus à l'écoute des consommateurs et de leurs besoins, par exemple, les communautés ethniques, et poursuivre la recherche et le développement de nouveaux produits.

Les producteurs en profitent pour inviter les consommateurs à lire attentivement la liste des ingrédients qui figure sur chaque emballage de crème glacée, de yogourt, de fromage, etc. et à sélectionner en priorité des produits dont la liste d'ingrédients est la plus courte possible et débute par « lait » ou « crème ». Il faut éviter les produits laitiers qui contiennent dans la liste de leurs ingrédients la mention « substances laitières modifiées ». Les concentrés de protéines importés sont souvent désignés ainsi sur l'étiquette.

Les consommateurs sont ainsi assurés que le contenu du produit qu'ils achètent est un contenu canadien et ils seront même parfois très surpris s'ils comparent les prix des différents produits! Par exemple, le prix d'un contenant de 2 litres de crème glacée fabriquée au Québec exclusivement à base de lait et de crème avec celui du même contenant de 2 litres mais dont la liste des ingrédients contient des « substances laitières modifiées » ou encore « autres solides du lait ».

En clair, les consommateurs sont invités à acheter les produits d'ici, ce qui encourage non seulement le développement d'un secteur laitier canadien viable et équitable, constitué de fermes à dimensions humaines propriété des producteurs agricoles, mais qui soutient également l'économie locale.

À la question « Quel devrait être le portrait de la transformation? Plus concentré? Moins concentré? Plus de transformation en région, d'entreprises artisanales et de producteurs/transformateurs? »

La concurrence entre transformateurs est nécessaire, on souhaite moins de concentration et même accroître le nombre d'entreprises de transformation si possible. En ce sens, il faut favoriser les regroupements de producteurs/transformateurs et les petites entreprises artisanales pour soutenir leur accès aux marchés de niche, de même que réserver des allocations de lait et des approvisionnements pour les nouveaux transformateurs.

L'implication des producteurs dans la transformation et de la distribution est, en général, envisagée par plusieurs. Cela permettrait, entre autres, aux producteurs d'être à l'écoute des besoins du consommateur.

À la question « La mise en marché collective et la gestion de l'offre seront-elles toujours vos outils privilégiés de mise en marché? »

Oui, sans équivoque car les producteurs québécois ne seront pas plus en position de concurrencer les salaires, les règles environnementales plus permissives, etc. des autres pays. Cependant, la pérennité de ces outils dépendra, en grande partie, de l'implication solidaire des producteurs dans les décisions qui les concernent.

À la question « Quel soutien attendez-vous de l'État »

Les producteurs souhaitent ardemment un gouvernement et des gouvernants plus responsables. Ils veulent pouvoir vivre décemment de leur production, sans subvention. Cependant, pour rencontrer ces conditions, il est impératif que les gouvernements assurent pleinement la protection des piliers de la gestion de l'offre et mettent en place des mesures favorisant le transfert à la relève.

On s'attend également à ce que les gouvernements appliquent les principes de réciprocité entre les normes auxquelles les producteurs canadiens doivent se conformer et celles régissant la production et la transformation des produits et ingrédients laitiers importés.

Enfin, on souhaite un gouvernement allié des producteurs pour encourager la consommation des denrées agricoles produites localement.

À la question « Où devrions-nous être rendus dans nos ententes de mise en commun des revenus et des marchés avec les autres provinces? »

L'alliance et les bonnes relations sont essentielles pour être compétitifs faces aux menaces et marchés extérieurs, il faut donc maintenir et améliorer nos relations avec nos confrères des autres provinces et développer encore davantage les échanges entre producteurs.

Malgré nos différences, il faut travailler sur nos intérêts communs et viser une gestion de l'offre forte, à tous les égards, sur le plan national.